

# ENCORE L'IMMIGRATION DANS LA COLOMBIE

Une dépêche aux journaux dit que la Colombie Anglaise s'émue fortement, à la nouvelle que plusieurs centaines de paysans russes, originaires de la Volga ou des steppes sibériennes, doivent s'embarquer prochainement à Vladivostock pour venir se fixer dans la Colombie Anglaise.

Le maire de la ville de Victoria vient de se mettre en relation avec les autorités du ministère de l'Intérieur afin de protester contre cette immigration. *"Le maire s'oppose à ce que cette immigration de gens qui ne connaissent rien des conditions locales vienne accroître sur la côte du Pacifique le nombre des sans-travail. Et il a demandé au gouvernement fédéral de faire en sorte que ces Russes soient expédiés dans les provinces des prairies, où il y a beaucoup d'ouvrage, au temps de la moisson"*, dit la dépêche.

Ceci pose encore une fois, pour la Colombie, le problème grave de l'immigration.

Pendant des années, la Colombie a protesté contre l'arrivée, dans ses ports de mer, et l'établissement, sur un littoral et dans ses vallées, des Japonais et des Chinois. Il y a même eu, dans certaines villes, des émeutes contre les Jaunes et des dénonciations enflammées à l'endroit des gouvernants qui n'enrayaient pas assez vite, au gré des Colombiens, l'immigration sino-japonaise. Un peu plus tard, la question hindoue est venue compliquer la situation. Et si nos gouvernants parvinrent à donner une solution assez satisfaisante au problème sino-japonais, ils n'ont encore pu réussir à en donner une analogue, quant à l'entrée des Hindous sur le territoire de la Colombie.

Voici maintenant que l'exode de nombreuses familles russes vers la Colombie ajoute à ces difficultés.

L'on peut croire,—et la dépêche dont nous citons tantôt un passage autorise cette interprétation, si l'on en fait une lecture attentive,—que les unions ouvrières de la Colombie, fort exigeantes, et opposées à la venue de la main-d'œuvre étrangère, parce qu'elle a pour résultat de faire baisser les salaires, ne sont pas étrangères à cette agitation. Elles ont été les premières à crier contre "l'invasion" jaune; puis elles ont vivement protesté contre "l'invasion" hindoue, quoique celle-ci vint d'un pays britannique, et se composât en grande partie d'anciens soldats inscrits aux régiments anglais des Indes. Elles entendent garder autant que possible le monopole de la main-d'œuvre dans la Colombie, où les salaires des travailleurs blancs syndiqués sont très élevés.

D'autre part, nombre de politiciens colombiens, afin de se rallier les votes et l'appui de ces syndiqués, ne cessent de dénoncer l'arrivée de quelque immigration que ce soit: et les protestations dirigées contre la venue prochaine de paysans russes ont certes l'appui des batteurs d'estrades de là-bas.

Il se trouve sans doute, en Colombie comme ailleurs, des gens sincè-

res, pour déplorer la politique d'immigration du gouvernement Borden, tout comme celle du gouvernement Laurier, toutes deux dangereuses pour l'équilibre canadien. Mais ce ne sont pas ces gens qui crieront le plus fort contre l'arrivée des Russes. Et ce n'est pas pour ce motif désintéressé que la masse protestera.

L'attitude du maire de Victoria le prouve. Aux termes de la dépêche, il invite le gouvernement fédéral, non pas à cesser cette immigration, mais à la diriger vers les provinces des prairies. C'est dire que la Colombie, saisissant les dangers, à maints points de vue, de la politique actuelle d'immigration, quant à certains de ses intérêts, ne se préoccupe pas de savoir si elle ne sera pas aussi dangereuse pour le reste du Canada: elle veut même que les provinces de la plaine, déjà peuplées en grande partie d'étrangers à la nationalité canadienne, servent encore de champ d'épandage où déverser dix, vingt, trente mille nouveaux immigrants, étrangers aux conditions locales. Le maire de Victoria déclare que ces immigrants, selon lui, ne connaissent rien des conditions locales de la Colombie. A plus forte raison ne doivent-ils pas mieux connaître celles de l'Alberta et de la Saskatchewan. Et cependant, il conseille de les envoyer là. Peut-on être plus illogique?

Ceci prouve d'égoïsme provincial, l'étroitesse de vues de certains politiciens. S'ils protestaient contre l'immigration en masse encouragée par le gouvernement canadien, au seul point de vue des intérêts du Canada, tout le monde les approuverait. Mais ils ne déconseillent pas cette immigration; ils se gardent de la désapprouver, quant aux autres provinces: ils indiquent même que c'est vers elles qu'il faut la diriger. Et, sur ce point, les gens sensés des autres provinces ne pourront que les blâmer.

Sous quelque aspect qu'on l'étudie, le problème de l'immigration intense au Canada apparaît toujours comme d'une excessive gravité. Des intérêts divers et contradictoires s'y choquent. Et l'on semble presque partout perdre de vue que, si l'on veut assurer l'avenir du Canada, la durée de la confédération, la paix entre toutes les provinces, l'équilibre général, il faut cesser la politique d'immigration actuelle, la remanier de fond en comble, l'orienter différemment, au point de vue de la qualité des immigrants, non pas au simple point de vue du nombre.

Et comment donner de la cohésion au pays, et même aux provinces, si on y laisse pénétrer des éléments étrangers incapables de faire bientôt partie intégrante de l'ensemble?

Il est temps, grand temps, que nos gouvernants donnent plus d'attention à ce problème. Il est d'une autre importance que celui d'une contribution de trente-cinq millions et d'une solution finale bien plus pressante.

Georges PELLETIER.